

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 10 JANVIER 1928

Rapport de la Commission de l'Agriculture, chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1928.

(Voir les n^{os} 5-VIII et 40 du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président; DE COCK DE RAMEYEN, DU FOUR, LEURQUIN, LION, MOUSTY, VANDEWIELE, VAN VLAENDEREN, le baron VAN ZUYLEN et LIMAGE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Examiné au point de vue comparatif, le Budget de l'Agriculture pour 1928 accuse, sur celui de 1927, une augmentation des dépenses ordinaires de 3,713,158 fr. et une diminution sur les dépenses exceptionnelles de 5,170,000 francs, portant ainsi la diminution totale à 1,456,852 francs. Cette majoration du budget ordinaire résulte en ordre principal de l'augmentation des traitements, salaires ou indemnités et de la hausse de l'index-number.

Nous enregistrons avec satisfaction le rétablissement des subsides antérieurs de 43,000 francs et de 16,000 francs : le premier destiné aux concours pour les primes nationales pour chevaux, le second pour le rétablissement des encouragements en faveur des sociétés d'élevage chevalin. Il faut noter également le rétablissement du crédit de 106,100 francs pour subsides aux expositions et concours organisés par les Chambres provinciales d'agriculture, congrès agricoles, etc., de même que la majoration du crédit de 1,100,000 francs à l'article 41 intéressant l'enseignement agricole.

Nous félicitons M. le Ministre de l'Agriculture d'avoir, par le rétablissement ou l'augmentation de ces crédits, montré qu'il avait à cœur de tenir note des observations présentées lors de la discussion du budget de 1927 et souligné, par ces dispositions, tout l'intérêt qu'il accorde à notre élevage, à nos manifestations agricoles et à notre enseignement.

De ces félicitations, il ne faudrait cependant pas que M. le Ministre s'empresse d'en tirer la conclusion qu'elles marquent notre satisfaction complète et la fin de nos protestations. Il ne peut perdre de vue que tous les subsides accordés par le Département de l'Agriculture n'ont jamais, depuis la guerre, subi aucune majoration et que la dévalorisation de notre étalon monétaire en réduit singulièrement l'importance. Ils représentent actuellement à peine un septième de leur valeur réelle de 1914, c'est vous dire que la plupart de ces subsides n'ont plus qu'une valeur totalement insuffisante, comparée aux dépenses afférentes aux organismes subsidiés, lesquelles dépenses ont suivi la marche ascendante provoquée par la dévalorisation monétaire. C'est à raison de cette situation anormale que chaque année, la discussion

du Budget de l'Agriculture fournit à votre Commission l'occasion de protester contre cette exclusivité dont semble frappé le Budget de l'Agriculture et dont souffre le monde des cultivateurs.

A nouveau, les membres de la Commission déclarent, que si des raisons impérieuses réclament la diminution des dépenses, l'agriculture se soumettra, sans protestation, aux rigueurs de la compression que comporte la situation financière, mais à condition que ces mesures répondent à une application justifiée et équitable, et laissent dominer l'impression que ces mêmes mesures restrictives sont appliquées aux autres départements dans des proportions analogues.

L'examen du tableau ci-dessous, dans lequel ne sont pas comprises les charges de la péréquation nouvelle, ni le Budget des Chemins de fer, Postes, etc., permet-il de rester sous cette impression. Le Sénat en jugera.

BUDGETS.	Crédits votés pour l'exercice 1927 (y compris les crédits supplémentaires)	Crédits proposés pour l'exercice 1928.	DIFFÉRENCES	
			Augmen- tations.	Dimi- nutions.
Dotations	24,435,272 »	28,97,09 »	4,21,737 »	»
Justice	216,590,262 »	238,370,824 »	21,780,562 »	»
Affaires étrangères	61,537,386 70	62,116,415 70	579,029 »	»
Intérieur et Hygiène	50,968,692 »	52,204,471 »	1,235,779 »	»
Sciences et Arts	639,206,22 97	657,234,518 20	18,028,345 23	»
Agriculture	56,349,794 »	54,892,952 »	»	1,456,842 »
Travaux publics	128,815,647 »	162,593,236 »	33,777,589 »	»
Industr., Trav. et Prév. soc.	434,399,203 33	520,799,971 »	86,400,767 67	»
Colonies	7,655,041 »	7,573,787 »	»	81,254 »
Défense nationale	667,580,164 »	714,335,481 »	46,755,317 »	»
Gendarmerie	162,773,951 »	163,255,006 »	481,055 »	»
Finances	265,314,791 50	269,846,467 »	4,531,675 50	»
TOTAUX. . fr.	2,655,626,407 50	2,871,920,167 40	217,831,856 40	1,538,096 »
AUGMENTATION. . . fr.			216,293,760 40	

Ce tableau place en évidence la médiocrité de la dotation attribuée à la production agricole, pas même 0.02 du budget général; d'un autre côté, tandis que les autres budgets, dans leur ensemble, présentent une augmentation d'une somme de 217,831,000 francs, le Budget de l'Agriculture est en diminution de 1,456,000 francs. Il est vrai que le Budget de l'Agriculture vient d'être augmenté de 2,471,671 francs. Mais cette augmentation n'ayant aucun rapport avec l'agriculture, ne change en rien l'exposé ci-dessus.

Et dire, qu'en général, tout le monde s'accorde, en paroles au moins, à proclamer l'agriculture la première des industries du pays, la grande nourricière des populations, la richesse de la nation!

Aussi, combien apparaît paradoxale la situation de l'agriculture, lorsque l'on compare les crédits lui accordés avec ceux affectés aux autres départements.

Dans l'intérêt du pays tout entier, il n'est plus cependant possible de sous-estimer l'importance de l'agriculture et de ne pas apprécier, à sa juste valeur, son influence prépondérante dans la balance commerciale alimentaire de la nation.

* *

Dans un exposé présenté l'année dernière par notre honorable collègue M. Mullie, la production agricole totale en 1926 s'élevait approximativement, déduction faite de tous emprunts aux industries indigènes et étrangères, à la somme de 13 milliards 500 millions de francs. Le coût de l'alimentation de la population belge pouvant être évalué à environ 16 milliards de francs, l'agriculture aurait donc satisfait au besoin de l'alimentation du pays pour environ 83 p. c., et depuis lors, nous pouvons hardiment le prétendre, ce pourcentage n'a fait que progresser. Les statistiques de ces derniers temps nous autorisent à prédire, sans crainte de nous tromper, qu'au prix de quelques efforts, d'ici quelques années, la production agricole sera en situation de satisfaire aux exigences de l'alimentation de la nation.

Cet équilibre alimentaire ne peut se réaliser que par une augmentation de la production agricole. D'un autre côté, cette augmentation ne se conçoit pas en dehors d'une politique agraire gouvernementale bien précise, au programme de laquelle doivent figurer notamment les points suivants : 1° repousser toutes entraves à la libre disposition des produits; 2° veiller à ce que les charges fiscales ne pèsent trop lourdement sur l'agriculture; 3° stimuler les progrès agricoles dans tous les domaines, principalement en encourageant financièrement l'initiative privée.

Le cadre de ce rapport ne nous autorise pas à développer longuement ces trois points. Nous tenons cependant à signaler que le Gouvernement semble adopter le premier point de vue et nous le remercions de nous avoir promis que les licences pour l'exportation des produits agricoles n'existeraient bientôt plus qu'à l'état de souvenir.

Le second point relève plutôt de la discussion du Budget des Finances. Quant aux encouragements à l'initiative privée, — politique adoptée par le Ministre de l'Agriculture depuis longtemps déjà, — il est intéressant d'examiner de près les progrès réalisés en agriculture depuis une cinquantaine d'années.

Cette étude nous amènera facilement à nous rendre compte que la rapidité avec laquelle s'effectue cette augmentation est en raison directe des encouragements accordés à l'agriculture.

* * *

L'examen des statistiques générales de l'agriculture révèle que les rendements des produits agricoles sont restés pour ainsi dire stationnaires pendant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, et ce n'est qu'après la crise agricole de 1880-1895 qu'ils ont commencé à s'accroître rapidement dans notre pays.

Les chiffres ci-après relatifs aux principales cultures sont suggestifs à cet égard :

CULTURES.	RENDEMENTS A L'HECTARE EN					
	1846	1856	1866	1880	1895	1910
Froment.	14	17	14	15	19	25
Seigle	13	15	16	14	18	23
Avoine	14	15	17	16	18	25

Ce tableau montre que de 1880 à 1910, soit en l'espace de trente ans, le rendement unitaire du froment a augmenté de deux tiers et celui des autres céréales à peu près dans la même proportion.

Des progrès tout aussi marquants ont été réalisés dans les spéculations animales grâce, d'une part, à l'accroissement intervenu depuis 1880 dans l'étendue occupée par les prairies et les cultures fourragères en général, et, d'autre part, à l'emploi sur une grande échelle des aliments concentrés.

Voici le nombre de bêtes bovines existant en :

1846	1,203,891
1856	1,257,649
1866	1,242,445
1880	1,382,815
1895	1,420,978
1910	1,879,756

Alors que ce nombre n'a augmenté que de 180,000 têtes environ de 1846 à 1880, soit en l'espace de quarante ans, il a augmenté de 1895 à 1910, soit en quinze ans de temps, de 460,000 têtes environ.

Parmi les autres progrès réalisés dans l'agriculture belge, il y a lieu de citer l'emploi des engrais chimiques. Alors que ceux-ci n'étaient guère utilisés avant 1880, puisque le recensement général de cette époque ne les mentionne même pas, leur emploi s'est fortement développé dans la suite.

Principaux engrais utilisés dans le pays :

NATURE.	CONSOMMATION EN	
	1895	1910
—	—	—
	TONNES.	TONNES.
—	—	—
Sulfate d'ammoniaque	7,600	33,493
Nitrate de soude.	53,061	105,696
Guano.	23,806	30,932
Superphosphates	54,327	148,926
Scories basiques.	42,271	100,659
Engrais potassiques.	10,131	39,358

Il est vraisemblable que le recensement général projeté pour 1930 accusera encore une forte augmentation de l'emploi des engrais chimiques.

Il n'est pas sans intérêt non plus de noter le développement pris depuis 1895 par les associations agricoles de toutes sortes :

DÉNOMINATION.	NOMBRE EN	
	1895	1911
Comices agricoles	149	167
Ligues agricoles libres (locales)	410	1,200
Sociétés apicoles	177	230
Sociétés avicoles	29	145
Syndicats d'élevage du bétail	71	537
Syndicats de planteurs de betteraves	16	152
Sociétés pour l'achat des semences	337	1,260
Laiteries coopératives	69	666
Caisses Raiffeissen.	33	642
Sociétés mutualistes d'assurance de bétail	279	1,339
Totaux	1,570	6,338

* * *

Pour continuer à augmenter nos rendements agricoles, il faut, en tout premier lieu, développer notre enseignement agricole. Celui-ci reste à la base de ce rendement.

Les progrès remarquables survenus depuis la crise agricole de 1885-1895 sont dus incontestablement en majeure partie aux encouragements à l'initiative privée et aux mesures prises en faveur des cultivateurs par le Département de l'Agriculture.

Si les facteurs de ces progrès sont multiples, il est avéré que c'est l'enseignement agricole qui est à leur base, qui les vérifie et les fait fructifier. Quand on jette un coup d'œil sur l'organisation primitive de l'enseignement agricole, on s'aperçoit que c'est l'enseignement direct aux adultes, à même de mettre immédiatement à profit des découvertes scientifiques, qui a fait et doit continuer à faire l'objet de l'attention particulière du Département de l'agriculture.

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de signaler la création :

1° Du service des agronomes de l'Etat, organisé en 1885, qui constitua et constitue encore le pivot de tout l'enseignement de vulgarisation. A nouveau nous attirons l'attention de M. le Ministre sur la meilleure utilisation du corps des agronomes. Ces utiles et dévoués fonctionnaires devraient trouver, dans l'accomplissement de leur mission, plus d'occasions de prise de contact avec les agriculteurs, quitte à les débarrasser d'une paperasserie encombrante. Leur mission de vulgarisation se conçoit plus facilement au milieu des champs que derrière un bureau;

2° Les cours et conférences d'agronomie aux adultes, comprenant annuellement depuis 1880, de 1,000 à 2,500 leçons, suivies par plusieurs dizaines de mille cultivateurs;

3° Les champs de démonstration organisés annuellement et les essais d'alimentation du bétail, au nombre de plusieurs centaines;

- 4° Les avis aux cultivateurs, répandus au début gratuitement et à profusion;
- 5° Les articles de vulgarisation dans les journaux quotidiens et agricoles;
- 6° L'organisation de l'enseignement agricole à tous les degrés.

C'est grâce à cet ensemble de mesures, grâce aussi au concours de nombreuses associations agricoles créées entretemps, que le cultivateur belge est sorti de l'ornière de la routine et s'est adonné aux procédés rationnels de culture et d'élevage.

Dans d'autres pays, tels que la France, où l'on a combattu les effets de la crise agricole par des moyens artificiels, notamment par l'élévation des droits de douane, l'esprit d'initiative des cultivateurs est resté engourdi au grand dommage de la production agricole.

Jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'évolution de l'enseignement agricole, nous remarquons qu'au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la crise agricole, grâce aux directives du Ministre de l'Agriculture et aux encouragements qu'il a accordés à l'organisation de l'enseignement agricole, celui-ci s'est modifié en complétant progressivement l'enseignement direct aux adultes, forcément réduit et doctoral, par un enseignement plus méthodique et plus approfondi, destiné à préparer les jeunes gens des deux sexes à l'exercice raisonné de leur profession future.

Les statistiques nous montrent qu'aux deux instituts agronomiques supérieurs, celui de Gembloux et celui de Louvain, seuls existant en 1880, a été ajouté dans la suite l'Institut supérieur de Gand, ainsi que des écoles moyennes d'agriculture, qui étaient au nombre de 15 en 1890. Enfin, à ces établissements d'enseignement supérieur et moyen sont venus s'ajouter plus tard des écoles professionnelles agricoles postsecondaires, dont le nombre a passé, de 8 en 1900, à 53 en 1910 et s'est élevé brusquement à 500 environ à partir de l'hiver 1922-1923.

Cette évolution progressive de l'enseignement agricole se justifie aisément, attendu qu'elle cadre avec la situation sociale de nos cultivateurs, dont la grande majorité sont de petits exploitants qui ne peuvent guère se permettre d'envoyer leurs enfants suivre, pendant deux à trois ans, à l'époque de l'adolescence, les cours donnés dans les écoles d'agriculture du degré moyen. Aussi, y a-t-il lieu de se féliciter de l'heureuse initiative qu'a prise le Ministre de l'Agriculture en 1922 en entamant d'accord avec les provinces, les communes et les associations agricoles, une vaste campagne destinée à développer l'enseignement professionnel agricole postsecondaire.

D'après le plan arrêté par le Ministre, les jeunes gens et jeunes filles, âgés de quatorze ans, ont l'occasion de recevoir un premier enseignement professionnel dans les sections professionnelles agricoles postsecondaires.

Le programme de ces sections comporte des notions d'agronomie, de zootechnie, de mécanique et de comptabilité agricoles. L'enseignement se donne durant deux hivers consécutifs à raison de cent heures par année, par un instituteur ayant reçu le certificat de capacité délivré par le Ministre de l'Agriculture.

L'élite des jeunes gens, ainsi préparés, a l'occasion de compléter sa formation professionnelle dans les *écoles temporaires ou régionales d'agriculture*. Dans ces institutions, l'enseignement se donne également l'hiver, pendant deux années, à raison de cent à deux cent cinquante heures par année, selon les possibilités locales.

Cet enseignement est confié à des chargés de cours choisis parmi les ingénieurs agronomes, médecins-vétérinaires, horticulteurs diplômés, professeurs de méca-

nique, de comptabilité, etc., de la région. Actuellement, ces établissements sont au nombre de 66 et comptent 1,914 élèves.

Il est à remarquer que dans d'autres pays voisins, notamment la Hollande et la France, l'enseignement agricole postscolaire, accessible à la grande masse des jeunes gens de la campagne, est organisé d'après des bases à peu près analogues.

Le tableau ci-après permet de se rendre compte de l'organisation actuelle de notre enseignement agricole, du haut en bas de l'échelle, abstraction faite des formes d'enseignement s'adressant directement aux adultes et dont il a été question plus haut :

DÉNOMINATION	Nombre d'institutions en :		Nombre d'élèves en :	
	1914	1926	1914	1926
<i>Enseignement pour jeunes gens.</i>				
Instituts agronomiques de l'Etat	1	2	157	264
Institut agronomique de Louvain	1	1	221	253
Ecole moyenne de l'Etat, à Huy	1	1	27	40
Ecoles et Sections moyennes subsidiées .	25	34	1,264	2,147
Ecoles de mécanique agricole	3	3	136	121
Ecoles régionales ou temporaires d'agri- culture	10	66	203	1,914
Sections professionnelles postsecondaires .	18	483	913	9,781
	<u>59</u>	<u>590</u>	<u>2,921</u>	<u>14,520</u>
<i>Enseignement pour jeunes filles.</i>				
Institut supérieur de l'Etat	—	1	—	75
Instituts supérieurs subsidiés	—	3	—	104
Ecoles et sections moyennes subsidiées .	16	26	588	1,090
Ecoles ambulantes	14	19	360	633
Sections ménagères postsecondaires . . .	9	59	192	1,037
	<u>39</u>	<u>108</u>	<u>1,140</u>	<u>2,939</u>
<i>Enseignement horticole.</i>				
Ecole moyenne de l'Etat	2	1	150	78
Ecoles moyennes subsidiées	4	9	99	231
Sections horticoles et écoles temporaires d'horticulture	23	45	1,029	1,292
	<u>29</u>	<u>55</u>	<u>1,278</u>	<u>1,601</u>

A la lumière du tableau ci-dessus, nous pouvons nous faire une idée du nombre de jeunes gens et de jeunes filles de la campagne qui reçoivent actuellement un enseignement professionnel agricole.

Il existe au total 753 établissements d'enseignement agricole, fréquentés par 16,121 jeunes gens et par 2,939 jeunes filles, soit 19,060 adolescents des deux sexes (1).

En évaluant à 1,500 le nombre de jeunes gens qui font des études agricoles et ne rentrent pas à la ferme, il s'ensuit que 17,500 jeunes cultivateurs et fermières environ reçoivent un enseignement professionnel plus ou moins complet.

Etant donné que le nombre des adolescents des deux sexes, âgés de quinze et de seize ans, est évalué à 72,000 pour les localités rurales, nous pouvons admettre que 24 p. c. de la jeunesse rurale est instruite dans sa profession.

En tenant compte des sexes, on constate que 9 p. c. des jeunes filles reçoivent un enseignement professionnel tandis que ce taux s'élève à 40 p. c. pour les jeunes gens.

Ces chiffres sont certes réjouissants et montrent, d'une part, que les efforts entrepris depuis 1922 en vue de généraliser l'enseignement agricole commencent à être couronnés de succès, et, d'autre part, que les cultivateurs apprécient de plus en plus l'utilité de cet enseignement.

Il importe de souligner que ces résultats ont été obtenus au moyen de sacrifices financiers gouvernementaux très modiques, grâce à la part considérable prise, soit par les associations agricoles, soit par l'initiative privée, dans l'organisation des études d'agriculture.

Aux termes de la loi du 19 novembre 1919 sur l'enseignement agricole, le Département peut ou bien créer lui-même des écoles, ou bien encourager la création d'écoles libres.

Plutôt que de créer des écoles nécessitant la construction et l'entretien de bâtiments coûteux, ainsi que la nomination de nombreux fonctionnaires, le Département de l'Agriculture a préféré encourager les provinces, les communes et l'initiative privée. Il n'a dérogé à cette règle que pour trois instituts supérieurs (Gembloux, Gand, Laeken) et pour deux écoles moyennes (Huy, Vilvorde).

Il est peut-être permis de se demander si, jusqu'aujourd'hui, le Département de l'Agriculture n'a pas suivi avec trop de scrupules les appels à la compression lancés par les Gouvernements qui se sont succédés depuis l'armistice.

Il est avéré, en effet, que les subsides alloués aux écoles d'agriculture sont devenus nettement insuffisants pour leur permettre de rémunérer convenablement leur personnel enseignant et de faire face aux nécessités de l'enseignement. Ces subsides sont d'ailleurs sensiblement inférieurs, toutes autres conditions égales, à ceux alloués aux écoles industrielles par le Ministère de l'Industrie. Alors que celui-ci dispose d'un crédit de 51,485,500 francs, le Département de l'Agriculture ne reçoit pour tout l'enseignement agricole et vétérinaire, et y compris les divers services de vulgarisation, que 11,828,045 francs.

Cet état d'infériorité des écoles d'agriculture, au point de vue des subsides, a déjà provoqué à plusieurs reprises de vives critiques dans le monde agricole, dans la presse et au Parlement.

Nous constatons avec satisfaction qu'à l'effet d'atténuer cette situation, le Ministre, M. Baels, a pris l'initiative d'inscrire au budget de 1928, à l'article 41, une majoration de crédit de 1,100,000 francs.

(1) A titre de comparaison, voici le nombre d'institutions d'enseignement industriel, professionnel et commercial existant au 31 décembre 1926 :

Nombre d'institutions.	970
Population totale	123,628, dont 82,462 garçons et 41,166 filles.

D'après certains renseignements qui nous ont été fournis, cette majoration permettra de porter les subsides prévus pour les écoles d'agriculture — subsides qui n'ont pas été augmentés depuis 1924 — à des taux correspondant à ceux alloués aux écoles industrielles et professionnelles, dont les barèmes ont été majorés par l'arrêté royal du 31 janvier 1927. Mais depuis lors, nous avons appris que ces barèmes viennent d'être révisés à nouveau et qu'ils ont été péréqués dans une proportion analogue à celle des traitements des agents de l'Etat. Les crédits primitivement inscrits au budget de 1928 du Département de l'Industrie de 51 millions 485,500 francs seront à cet effet portés à un taux suffisant pour faire face à la péréquation.

Il n'y a pas de raison pour que les écoles d'agriculture soient moins bien traitées. La valeur annuelle de la production agricole n'équivaut-elle pas à celle de l'industrie ? L'enseignement professionnel n'est-il pas le levier principal du progrès de part et d'autre ?

A notre avis, ce serait faire œuvre d'équité et de justice distributive que d'inviter M. le Ministre à déposer un amendement permettant d'augmenter le crédit inscrit à l'article 41 du budget de l'Agriculture d'un supplément indispensable pour placer le corps enseignant agricole sur le même pied que le corps enseignant industriel.

Nous en sommes convaincus, le Sénat le suivrait dans cette majoration de crédit; il mettra définitivement un terme à une situation qui n'a que trop duré et permettra aux écoles d'agriculture de remplir leur mission de progrès pour le plus grand bien de l'agriculture et du pays.

*
* *
*

A diverses reprises, nous avons insisté sur l'importance qu'il faut accorder aux recherches sur l'amélioration des plantes. Mettre à la disposition des agriculteurs des plantes, machines végétales, perfectionnées, c'est mettre en leurs mains l'outil qui peut avoir, dans l'état actuel de l'agriculture, la plus grande influence sur l'augmentation de la production végétale.

Celui-ci a déjà réalisé de très grands progrès.

Depuis vingt à vingt-cinq ans, nos rendements ont augmenté de 15 à 20 p. c.

M. Journée, Directeur de la Station d'amélioration des Plantes de l'Etat, à Gembloux, estime que par l'emploi généralisé de bonnes semences de variétés perfectionnées, bien adaptées au sol et au climat, on peut arriver, sans grand effort, à faire produire deux et demi à trois quintaux en plus par hectare à nos différentes céréales. En admettant ce surcroît de rendement et nous basant sur l'étendue cultivée en 1926, nous obtiendrions l'accroissement de production ci-après :

Céréales	Hectares	Augmentation en quintaux
Froment	147,700	367,500
Epeautre	16,600	41,500
Escourgeon	28,400	71,000
Orge d'été.	3,500	8,750
Seigle	231,200	578,000
Avoine.	264,550	661,375

Total : 1,728,125 quintaux

représentant, au cours actuel, une plus-value dépassant 280 millions.

Notre collègue, M. Beauduin, dans le discours qu'il prononça l'an dernier, lors de la discussion du Budget de l'Agriculture, faisait remarquer dans le même ordre d'idées, que le travail sélectif et la lutte contre les maladies de la dégénérescence de la pomme de terre pouvaient amener une augmentation considérable dans la production des précieux tubercules, augmentation se chiffrant par plusieurs centaines de millions.

Voici quelques chiffres que la Station de Sélection de Gembloux a bien voulu nous communiquer, et qui montrent que les résultats envisagés plus haut peuvent facilement être atteints.

Cet établissement, après avoir préalablement fait des essais comparatifs, a lancé dans la culture trois variétés de froment et une d'escourgeon qu'elle a sélectionnées. Ces variétés de froment ont donné cette année, chez sept cultivateurs, sur 46 hectares, les rendements ci-après, rigoureusement contrôlés :

4,36 Ha. de froment, variété « Wilhelmina », ont rapporté, par hectare, une moyenne de 4,810 kilogrammes.

2 hectares de froment, variété « Champion », ont rapporté, par hectare, une moyenne de 5,250 kilogrammes.

40 hectares de froment, variété « Hybride du Trésor », ont donné des rendements allant jusque 5,270 kilogrammes, avec une moyenne générale de 4,580 kilogrammes à l'hectare.

Enfin, une variété d'escourgeon, également produite par la Station, a été multipliée chez cinq cultivateurs, sur 42 hectares. Elle a donné un rendement moyen de 4,390 kilogrammes.

Ces chiffres sont éloquentes. Ils montrent lumineusement que les semences sélectionnées, indigènes, ne le cèdent en rien aux meilleures de l'étranger et que les crédits, bien utilisés, consacrés à l'amélioration de la production végétale, sont placés à gros intérêts.

On ne saurait trop insister sur la nécessité de développer le travail de nos établissements de recherches et les expériences culturelles. Les économies réalisées au détriment des recherches et de l'enseignement agricole sont des économies mal comprises. Tous ceux qui apprécient comme il convient le rôle économique de l'agriculture belge regrettent la parcimonie avec laquelle les budgets de nos établissements agricoles sont alimentés.

Les institutions de recherches consacrées à l'agriculture sont dans une situation déplorable : le personnel est insuffisant et les moyens financiers dont elles disposent fort limités.

Les budgets des diverses stations sont loin d'avoir suivi la progression des prix des appareils et matériaux dont elles ont besoin, et tout achat de nouveaux instruments devient pour ainsi dire impossible.

Il en résulte que, loin de pouvoir se livrer à des recherches de caractère purement scientifique, elles ne peuvent même pas contrôler et ensuite vulgariser les résultats des études entreprises à l'étranger.

Cette situation est hautement préjudiciable à l'agriculture et à l'économie générale du pays. Il est urgent qu'il y soit porté remède.

Nous avons tout lieu de croire et d'espérer que l'écho de ces différentes suggestions trouvera auprès du Gouvernement un accueil bienveillant et favorable, attendu que M. Baels, Ministre de l'Agriculture, vient, au nom du Gouvernement, de déposer au Budget de l'Agriculture, un amendement sollicitant un crédit nouveau de

125,000 francs, pour couvrir les dépenses d'un conseil juridique, technique et scientifique, ainsi que pour assurer la coopération des services de la Marine et des personnes étrangères à l'administration aux travaux de l'Office.

* *

Si, au cours de cet exposé, nous n'avons pas cru devoir nous occuper de la situation du personnel enseignant de l'Ecole centrale pratique de Maréchalerie de l'Etat, c'est dans le but de nous réserver l'occasion de retenir tout spécialement l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture, sur cette institution, que nous considérons comme très importante.

Cette école répondait à un besoin impérieux et fut fondée en 1903.

Dans le domaine de la ferrure, comme dans tout autre d'ailleurs, la science devant rester à la base de la pratique raisonnée, il serait superflu de faire remarquer depuis la fondation de cette école, combien sont énormes les progrès réalisés par la maréchalerie.

Notre élevage chevalin fut le premier à en bénéficier, et notre cheval de trait belge est certainement redevable à cet enseignement, dans des proportions peut-être insoupçonnées, de la réputation mondiale dont il jouit aujourd'hui. Beaucoup de bien reste encore à faire, certaines régions du pays, l'Ardenne par exemple, laissent encore trop à désirer au point de vue ferrure. C'est pourquoi nous plaids chaleureusement auprès de M. le Ministre, la cause de cet enseignement qui a fait ses preuves, et nous demandons à ce que des mesures urgentes soient prises pour que cette école puisse avoir son organisation au même niveau que tous les établissements d'enseignement agricole analogues. Nous sommes confiants dans les pouvoirs publics qui auront à cœur d'encourager le personnel de l'Ecole, lequel est parvenu à élever, chez nous, l'enseignement de la maréchalerie au premier rang du monde entier peut-être.

Nous invitons M. le Ministre de l'Agriculture de déposer un amendement à l'article 20, sollicitant une augmentation de crédit, pour lui permettre d'allouer au personnel enseignant une rémunération convenable justifiée pour le travail utile fourni par ces modestes auxiliaires.

* *

Avant de terminer ce qui a trait à l'enseignement agricole, la Commission de l'Agriculture estime qu'il est de son devoir de protester contre une des conclusions de la Commission chargée d'étudier le fonctionnement des services de l'Etat. Cette Commission déclare, dans son rapport, qu'il y aurait lieu, dès à présent, d'envisager la suppression de l'Institut normal supérieur d'Economie ménagère agricole de Laeken.

En présence de pareille conclusion, on pourrait, à juste titre, se demander si les membres de cette Commission possèdent la compétence voulue pour se rendre compte de l'utilité incontestable de l'enseignement ménager agricole. La suppression de cette école entraînerait la disparition de la seule école de l'Etat où se donne l'enseignement supérieur ménager agricole. Nous espérons que le Gouvernement ne suivra pas cette Commission dans ses suggestions et s'efforcera de maintenir et d'améliorer, si c'est nécessaire, l'enseignement donné à l'Ecole de Laeken.

* *

A différentes reprises, l'attention de M. le Ministre fut également attirée sur la nécessité de réorganiser le service de l'inspection vétérinaire.

A nouveau, nous lui demandons s'il ne partage pas notre avis et s'il ne se rend pas compte qu'il y aurait possibilité d'utiliser les inspecteurs vétérinaires d'une façon plus avantageuse pour le pays et plus adéquate aux connaissances et aux aptitudes de ces fonctionnaires vraiment intéressants. Répondant au vœu émis depuis longtemps, il serait désirable, en tout premier lieu, de les rattacher exclusivement au Ministère de l'Agriculture. Une nouvelle organisation leur permettrait alors de servir, pour le plus grand bien du pays, d'auxiliaires précieux dans la lutte scientifique organisée par le laboratoire central contre les maladies contagieuses, des guides précieux et avertis pour les éleveurs, des agents de vulgarisation des méthodes modernes de production et des collaborateurs au développement de l'enseignement agricole.

Nous espérons que M. le Ministre aura à cœur de faire profiter le monde des agriculteurs des connaissances et du dévouement de ce corps d'élite en lui assignant un travail plus utile et plus compatible avec la dignité et les connaissances scientifiques des inspecteurs vétérinaires.

* * *

Puisque nous sommes sur le chapitre des réorganisations, la Commission de l'Agriculture exprime le désir de voir bientôt se compléter la réorganisation du service des laboratoires agricoles de l'Etat. Elle désirerait voir s'installer un laboratoire central, susceptible de recevoir un outillage moderne complet, et en mesure de faire face aux exigences des découvertes les plus récentes. Elle estime que les autres laboratoires deviendraient des laboratoires de second ordre, et leur maintien ne serait toléré que pour autant que les laboratoires privés ne soient pas en quantité suffisante ou ne disposent pas de l'outillage nécessaire pour assurer l'exécution des analyses courantes.

* * *

Avant de terminer, un mot par rapport aux classes moyennes : Au Département de l'Agriculture, qui comprenait la production agricole et horticole, sont venus s'adjoindre, en suite d'un arrêté royal du 19 août 1926, les métiers et négoce, puis, en vertu d'un nouvel arrêté royal du 7 octobre 1927, la pêche maritime.

Cette mesure répond à une idée assez rationnelle, féconde pour l'administration, c'est-à-dire le groupement des forces productives de la nation.

Pour permettre à l'Office des classes moyennes de remplir la mission qui lui est tracée, mission que, jusqu'aujourd'hui, il n'a pu qu'incomplètement remplir, il devrait en premier lieu disposer d'un travail de documentation, utile à plus d'un point de vue.

Combien il serait intéressant de connaître le relevé exact des ressortissants des métiers et négoce, traduit en chiffres, et de préciser le pourcentage de la population active qui serait appelée à en profiter.

La documentation fiscale, actuellement bien précise et bien détaillée, ne pourrait-elle être mise à profit pour réaliser ce travail de documentation ?

La mise en pratique de cette idée ne demanderait, pour sa réalisation, ni commission d'enquête, ni recensement laborieux. Nous soumettons cette innovation à l'attention de M. le Ministre, avec la certitude que ce travail de comparaison

aura comme résultat de prouver que les chiffres actuellement inscrits au Budget auraient à subir des modifications.

* * *

Dernièrement, à l'occasion de la déclaration ministérielle, le Gouvernement a marqué sa volonté de placer sur un pied d'égalité l'agriculture et les autres branches de l'activité nationale. C'est en se basant sur cet engagement que se fonde l'espoir de la Commission, de voir M. le Ministre de l'Agriculture s'efforcer de faire prévaloir, au sein du Conseil des Ministres, le bien-fondé de nos observations et s'attacher à la réalisation des vœux émis dans le présent rapport.

Celui-ci est admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
G. LIMAGE.

Le Président,
Bon RUZETTE.

ANNEXE

Questions posées par la Commission de l'Agriculture
et réponses du Gouvernement.

PREMIÈRE QUESTION.

M. le Ministre voudrait-il nous faire connaître les mesures en vigueur réglant actuellement l'importation du bétail étranger en Belgique. Pourrait-il nous dire quelles sont les mêmes dispositions en vigueur en Hollande, en Allemagne, en France, en Angleterre réglant l'importation du bétail vivant ou abattu vers ces pays ?

RÉPONSE. — *Importation du bétail. — Mesures sanitaires en vigueur.* — Les ruminants provenant de Hollande, de France, du Danemark, de l'Angleterre, d'Irlande, des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, du Canada, de la Suède, de la Finlande et de l'Islande, peuvent être importés moyennant une quarantaine de dix jours dans des installations aménagées à la frontière et placées sous la surveillance de vétérinaires spécialement commissionnés.

Le bétail venant d'outre-mer doit être importé exclusivement par le port d'Anvers. La quarantaine de dix jours compte à partir du jour de l'embarquement au port de départ. Le bétail devant être tuberculiné parce que non destiné à l'abatage ne vient guère, d'outre-mer, que de l'Angleterre et du Danemark. Le voyage sur mer, au cours duquel le bétail est isolé, donc à l'abri de la contamination, ne dure que quatre jours. Il reste donc environ six jours pour procéder à la tuberculation dans les étables du port d'Anvers.

Le bétail venant d'Amérique est régulièrement envoyé directement à l'abattoir et abattu dans les trois jours de son arrivée. Il est donc inutile de le tuberculiner.

Les animaux reconnus atteints de tuberculose sont refoulés vers le pays d'origine ou abattus sur place sans indemnité.

Les animaux destinés à l'abatage dans les tueries des étables de quarantaine ne doivent pas être mis en observation ni tuberculins. Les ruminants provenant de France doivent être accompagnés de deux certificats : l'un délivré par un vétérinaire français attestant qu'ils ne sortent pas d'une ferme infectée de fièvre aphteuse et qu'ils n'ont pas été exposés en vente sur un marché public pendant les trois dernières semaines, l'autre établi par un vétérinaire régional certifiant qu'ils sont originaires d'un département où ne règne pas la fièvre aphteuse.

L'importation en Belgique des animaux de l'espèce porcine est interdite quelle qu'en soit la provenance.

Le bétail vivant belge ne peut être importé en Angleterre.

Depuis la dernière épizootie de fièvre aphteuse, l'importation du bétail belge en France est interdite. Le Gouvernement français admet cependant le pacage des animaux belges et, moyennant une autorisation spéciale, il accepte le bétail des fermiers qui transfèrent leur résidence en France.

Avant l'interdiction édictée par le Gouvernement français, l'importation en France des bovidés belges était libre moyennant une visite sanitaire et la production d'un certificat de l'autorité de la commune d'origine établissant l'absence de maladies contagieuses dans cette localité.

Les bovidés d'un an et plus étaient assujettis à la tuberculination et, à cet effet, mis en observation pendant deux jours à la frontière. Les animaux tuberculeux étaient refoulés.

L'importation du bétail bovin et porcin est interdite en Allemagne et en Hollande.

Les animaux belges sont admis en pacage sur territoire allemand et hollandais.

L'importation de viandes de boucherie de provenance belge est autorisée en Hollande, en France et en Allemagne. Elle est interdite en Angleterre.

DEUXIÈME QUESTION.

Comment le service d'enlèvement et de destruction des cadavres est-il organisé à l'heure actuelle ? Prévoit-on des modifications à cette organisation ? Quels sont les centres d'enlèvement ? Quels sont leurs rayons de fonctionnement ?

RÉPONSES. — *Clos d'équarrissage agréés par le Ministère de l'Agriculture.*

SIÈGE DES CLOS	EXPLOITANTS DES CLOS	CIRCONSCRIPTION DE CHAQUE CLOS. CHAQUE ÉQUARRISSEUR A LE MONOPOLE DANS SA CIRCONSCRIPTION
Vilvorde	Gauverit, père et fils.	La province de Brabant.
Thourout	Lahaye & C ^{ie} .	La Flandre occidentale.
Schooten	Lahaye & C ^{ie} .	La province d'Anvers et les arrondissements administratifs de Gand, de Termonde et de Saint-Nicolas.
Deurne-lez-Diest.	Lahaye & C ^{ie} .	Les provinces de Limbourg, de Namur, de Luxembourg et de l'est de la province de Liège. Les enlèvements n'ont pu s'effectuer jusqu'ici dans les provinces de Luxembourg et de Namur, les députations permanentes de ces provinces s'étant opposées à l'exploitation des clos de Remoiville et de Ciney. Les progrès réalisés dans les procédés d'équarrissage ont diminué considérablement les inconvénients des clos au point de vue de la salubrité publique. Dans ces conditions, il y a des raisons de croire que sous peu ces deux collèges viendront sur leur décision.
Rebaix	Brassart-Janssens.	La province de Hainaut moins l'arrondissement de Thuin et les cantons de Pâturages et de Dour.
Fayt-lez-Manage.	Id.	L'arrondissement de Thuin.
Thuillies	Haubourdin.	Les cantons de Pâturages et de Dour.
Quévy-le-Petit .	Lauvaux.	
Onkerzele-lez-Grammont .	Pirreux.	Les arrondissements d'Alost et d'Audenarde.
Saint-Trond . . .	Smets.	Une centaine de communes de l'ouest de la province de Liège.

Modification en vue. — Pour être plus au centre de sa circonscription, l'exploitant du clos de Deurne-lez-Diest se propose de transférer cette usine à Jupille (province de Liège). A cette occasion, on examinera la possibilité d'étendre du côté du Limbourg la circonscription du clos de Saint-Trond.

TROISIÈME QUESTION.

Combien y a-t-il par provinces de communes rurales complètement électrifiées, c'est-à-dire, combien de communes où toute exploitation peut-être électrifiée ? Quelles mesures le Département compte-t-il prendre pour réaliser ce progrès ?

RÉPONSE. — *Communes rurales électrifiées.* — Ne concerne pas le Département de l'Agriculture.

QUATRIÈME QUESTION.

En quoi consistent les 27,000 francs affectés au développement commercial à l'étranger ?

RÉPONSE. — *Développement commercial à l'étranger.* — Le crédit de 27,000 francs révu à l'article 58, littera *a*, du budget de 1928 est affecté en partie aux champs d'expériences et de démonstrations pour l'horticulture et en partie au développement des relations commerciales.

En ce qui concerne les relations commerciales, les crédits peuvent être affectés à des encouragements aux organismes qui participent à des expositions, etc., à l'étranger, ou qui prennent d'autres initiatives de nature à étendre les débouchés à l'étranger. La mesure dans laquelle ces crédits sont utilisés est donc très variable.

CINQUIÈME QUESTION.

M. le Ministre peut-il nous dire approximativement la recette découlant du Service phytopathologique ?

RÉPONSE. — *Recettes du Service phytopathologique.* — Elles atteignent 50 à 60 mille francs par an.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 10 JANUARI 1928

Verslag uit naam der Commissie voor Landbouw, belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1928.

(Zie de n^{rs} 5-VIII en 40 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Baron RUZETTE, voorzitter ; DE COCK DE RAMEYEN, DU FOUR, LEURQUIN, LION, MOUSTY, VANDEWIELE, VAN VLAENDEREN, Baron VAN ZUYLEN en LIMAGE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Vergeleken bij de Begrooting van 1927, boekt de Begrooting van Landbouw voor 1928 eene vermeerdering van gewone uitgaven van 3,713,158 frank en eene vermindering van buitengewone uitgaven van 5,170,000 frank. Aldus wordt de globale vermindering gebracht op 1,456,852 frank. Deze verhooging der gewone Begrooting is hoofdzakelijk te wijten aan de verhooging der wedden, loonen of vergoedingen en aan de stijging van het index-number.

Met genoegen stellen wij de wederinschrijving vast van de vroegere toelagen van 43,000 frank en 16,000 frank, de eerste bestemd voor de Rijkspremiën voor paardenwedstrijden, de tweede voor de wederinvoering der aanmoedigingen aan de maatschappijen voor paardenteelt. Dient eveneens vermeld het wederinvoeren van het crediet van 106,100 frank voor toelagen aan de tentoonstellingen en prijskampen ingericht door de provinciale landbouwkamers, landbouwcongressen, enz., alsook de verhooging van crediet ten bedrage van 1,100,000 frank bij artikel 41 betreffende het landbouwonderwijs.

Wij wenschen den Minister van Landbouw geluk omdat hij, door het opnieuw voorzien of verhoogen dezer credieten, heeft bewezen dat het hem nauw ter harte lag rekening te houden met de opmerkingen gemaakt naar aanleiding der bespreking van de Begrooting voor 1927, en omdat hij door deze schikkingen heeft doen uitschijnen welke belangstelling hij onze veeteelt, onze landbouwaangelegenheden en ons onderwijs toedraagt.

Uit deze gelukwenschen zou de Minister nochtans niet moeten afleiden dat wij ten volle tevreden zijn en ons verzet zullen staken. Hij mag niet uit het oog verliezen dat al de toelagen door het Departement van Landbouw verleend, sedert den oorlog nooit eenige verhooging hebben ondergaan en dat de inzinking onzer munteenheid de belangrijkheid der toelagen merklijk vermindert. Zij bedragen amper één zevende hunner wezenlijke waarde in 1914; dit bewijst dat de meeste toelagen nog enkel eene volstrekt ontoereikende waarde hebben, wanneer men ze vergelijkt bij de uitgaven der inrichtingen die worden ondersteund, daar deze uitgaven de stijging, teweeggebracht door de inzinking onzer munt, hebben gevolgd. Wegens dezen abnormalen toestand verschaft de bespreking der Begrooting van

Landbouw ieder jaar aan uwe Commissie de gelegenheid om verzet aan te teekenen tegen deze onverdiende achteruitstelling der Begrooting van Landbouw, waarvan de landbouwers het nadeel ondergaan.

Andermaal verklaren de leden der Commissie dat, indien dringende redenen de vermindering der uitgaven eischen, de landbouw zich zonder verzet zal onderwerpen aan de strenge besnoeiing door den financieelen toestand geboden, doch op voorwaarde dat deze maatregelen gewettigd en billijk zijn en den indruk verwekken dat zij in evenredige verhouding worden toegepast op de overige departementen.

Wettigt het onderzoek van onderstaande tabel, waarin niet zijn begrepen de lasten der nieuwe perequatie, noch de Begrooting van Spoorwegen, Posterijen, enz., dezen indruk? De Senaat zal hierover oordeelen.

BEGROOTINGEN.	Credieten gestemd voor het dienstjaar 1927 (met inbegrip der aanvullende credieten.)	Credieten voorgesteld voor het dienstjaar 1928.	VERSCHIL.	
			Vermeerdering.	Vermindering.
Dotatiën	24,435,272 »	28,697,009 »	4,261,737 »	»
Justitie	216,590,262 »	238,370,824 »	21,780,562 »	»
Buitenlandsche Zaken	61,537,386 70	62,416,415 70	579,029 »	»
Binnenlandsche Zaken	50,968,692 »	52,204,471 »	1,235,779 »	»
Kunsten en Wetenschappen . .	639,206,202 97	657,234,548 20	18,028,345 23	»
Landbouw	56,349,794 »	54,892,952 »	»	1,456,842 »
Openbare Werken	128,815,647 »	162,593,236 »	33,777,589 »	»
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg	434,399,203 33	520,799,971 »	86,400,767 67	»
Koloniën	7,655,041 »	7,573,787 »	»	81,254 »
Landsverdediging	667,580,164 »	714,335,481 »	46,755,317 »	»
Gendarmerie	102,773,951 »	103,255,006 »	481,055 »	»
Financiën	265,314,791 50	269,846,467 »	4,531,675 50	»
TOTAAL. . fr.	2,655,626,407 50	2,871,920,167 90	217,831,856 40	1,538,096 »
VERHOOGING. . . fr.			216,293,760 40	

Uit deze tabel blijkt hoe gering de credieten zijn die aan de landbouwvoortbrengst worden besteed; zij bedragen zelfs geen 0.02 der algemeene Begrooting. Van den anderen kant, terwijl de overige begrootingen in haar geheel eene verhooging ten bedrage van 217,831,000 frank boeken, vertoont de Begrooting van Landbouw eene vermindering van 1,456,000 frank. Weliswaar werd de Begrooting van Landbouw pas verhoogd met 2,471,671 frank. Daar deze verhooging niets te stellen heeft met den landbouw, wordt bovenstaande uiteenzetting in niets gewijzigd.

In het algemeen is iedereen het eens om althans met woorden plechtig te verklaren dat de landbouw de eerste nijverheid van het land, de groote bevoorradder der bevolking en de rijkdom der natie is.

Hoe paradoxaal blijkt de toestand van den landbouw, wanneer men de toegekende credieten vergelijkt met die welke aan andere departementen worden verleend.

In het belang van het geheele land is het toch niet mogelijk den landbouw te onderschatten en niet naar waarde zijnen invloed te erkennen op de handelsbalans van de natie.

* *

Blijkens eene uiteenzetting het vorig jaar door onzen collega Mullie gedaan, bedroeg de totale landbouwvoortbrengst in 1926, na aftrek van al de leeningen aan de in- en buitenlandsche bedrijven, 13,500,000,000 frank. De kosten van de voeding der Belgische bevolking ongeveer 16,000,000,000 frank bedragende, zoo zou de landbouw hebben voorzien, voor ongeveer 83 t. h., in de behoeften van de voeding van het land en wij mogen gerust zeggen dat sedertdien dit procent steeds is toegenomen. De jongste statistieken gerechten ons te voorspellen, zonder gevaar ons te vergissen, dat mits enkele inspanning, over enkele jaren, de landbouwvoortbrengst zal kunnen voorzien in de voedselbehoeften van de natie.

Dit evenwicht op het stuk van voeding is slechts mogelijk door eene verhooging van de landbouwvoortbrengst. Dergelijke voortbrengst is niet mogelijk zonder eene duidelijk omschreven landbouwpolitiek, op welker programma de volgende punten voorkomen : 1^o wegruiming van al de belemmeringen voor de vrije beschikking over de producten; 2^o geen te zware fiscale lasten voor den landbouw; 3^o aanmoediging van elken vooruitgang op landbouwgebied en financiële bevordering van het privaat initiatief.

Binnen het kader van dit verslag kunnen wij niet verder over die drie punten uitweiden. Wij stellen er echter prijs op aan te stippen dat de Regeering zich bij het eerste punt schijnt te willen aansluiten en wij danken haar om hare belofte van afschaffing der uitvoervergunningen voor de landbouwproducten.

Het tweede punt kon beter bij de behandeling van de Begroting van Financiën worden besproken. Wat betreft de aanmoediging van het privaat initiatief, sedert lang door den Minister van Landbouw verwezenlijkt, past het den vooruitgang op landbouwgebied sedert een halve eeuw na te gaan.

Uit dergelijke studie zal spoedig blijken dat de snelheid waarmede de landbouw vorderingen maakt, in rechtstreeksche verhouding staat tot de aanmoedigingen.

* *

Uit de algemeene statistieken van den landbouw blijkt dat de productie dezelfde is gebleven gedurende de eerste drie vierden der XIX^e eeuw, en pas na de landbouwcrisis van 1880-1895 is zij beginnen snel toe te nemen.

Onderstaande cijfers betreffende de bijzonderste bebouwingen zijn in dit opzicht van groot belang.

BEBOUWINGEN.	PRODUCTIE PER HECTARE IN					
	1846	1856	1866	1880	1895	1910
Tarwe	14	17	14	15	19	25
Rogge	13	15	16	14	18	23
Haver	14	15	17	16	18	25

Uit deze tabel blijkt dat, van 1880 tot 1910, zegge in een tijdperk van dertig jaar, de eenheidsopbrengst van de tarwe met twee derden is toegenomen en de opbrengst der overige graangewassen in dezelfde verhouding.

Even beteekenisvolle vooruitgang werd verwezenlijkt in de veeteelt, dank zij eensdeels de uitbreiding sedert 1880 genomen door de oppervlakte van de wei-gronden en de voedergewassen in het algemeen, en anderdeels het gebruik op groote schaal van geconcentreerd veevoeder.

Ziehier het aantal runders in :

1846	1,203,891
1856	1,257,649
1866	1,242,445
1880	1,382,815
1895	1,420,978
1910	1,879,756

Terwijl dit aantal van 1846 tot 1880, zegge in een tijdperk van veertig jaar, slechts met ongeveer 180,000 stuks is gestegen, is het van 1895 tot 1910, zegge in vijftien jaar, met ongeveer 460,000 stuks toegenomen.

Onder den overigen vooruitgang van den Belgischen landbouw dient vermeld het gebruik van chemische meststoffen. Terwijl deze vóór 1880 bijna niet werden gebruikt, vermits de algemeene optelling te dien tijde ze zelfs niet vermeldt, is het gebruik derzelve nadien fel uitgebreid.

Bijzonderste meststoffen in het land gebruikt :

AARD.	VERBRUIK IN	
	1895	1910
	—	—
	TON.	TON.
	—	—
Ammoniaksulfaat	7,600	33,493
Sodanitraat	53,061	105,696
Guano	23,806	30,932
Superphosphaat	54,327	148,926
Metaalslakken	42,271	100,659
Potaschhoudende meststoffen	10,131	39,358

Waarschijnlijk zal de algemeene optelling voorzien voor 1930 nog eene merke-lijke stijging in het gebruik van chemische meststoffen aan het licht brengen.

Het is ook niet zonder belang de uitbreiding aan te stippen die de landbouw-
vereenigingen van alle slag sedert 1895 genomen hebben :

BENAMING.	AANTAL IN	
	1895	1911
Landbouwcumices	149	167
Vrije landbouwbonden (plaatselijke).	410	1, 200
Vereenigingen voor bijenteelt	177	230
Vereenigingen voor pluimveeteelt	29	145
Syndikaten voor veeteelt	71	537
Syndikaten van beetenkweekers	16	152
Vereenigingen voor den aankoop van zaad	337	1, 260
Melkerijcooperatieven	69	666
Raiffeissen-kassen	33	642
Mutualiteitsvereenigingen voor veeverzekering.	279	1, 339
Totalen	1, 570	6, 338

*
* *

Om onze landbouwvoortbrengst voort te verhoogen, moet eerst en vooral ons landbouwonderwijs uitgebreid worden. Dit blijft de grondslag van die verhooging.

De merkwaardige vooruitgang verkregen sedert de landbouwcrisis van 1885-1895 is onbetwistbaar in hoofdzaak te danken aan de aanmoedigingen van het privaat initiatief en aan de maatregelen door het Departement van Landbouw genomen ten bate van de landbouwers.

Zoo de factoren van dezen vooruitgang veeltalig zijn, dan blijkt het toch dat het landbouwonderwijs er de basis van is, de vorderingen nagaat en vruchtbaar maakt. Wanneer men een oogslag werpt op de oorspronkelijke inrichting van dat onderwijs, dan stelt men vast dat het rechtstreeksch onderwijs, gegeven aan de volwassenen die in staat zijn de wetenschappelijke bevindingen dadelijk toe te passen, de bijzondere aandacht van het Departement van Landbouw gaande maakt en moet blijven gaande maken.

In dit opzicht, moet gewezen worden op het stichten van :

1^o Den dienst der Staatslandbouwkundigen, ingericht in 1885, die de spil was en nog is van alle vulgarisatieonderwijs; wij vestigen opnieuw de aandacht van den Minister op een doelmatiger benutting van het korps der landbouwkundigen. Deze nuttige en toegewijde ambtenaren zouden in de vervulling van hun opdracht meer gelegenheid moeten vinden in aanraking te komen met de landbouwers, bij voorbeeld met hen van een te omvangrijk geschrijf te ontlasten. Men stelt zich hun vulgarisatietaak gemakkelijker voor te midden van het veld dan achter een lessenaar ;

2^o De leergangen en voordrachten van landbouwkunde voor volwassenen, die sedert 1880, van 1,000 tot 2,500 lessen tellen, door verscheiden tienduizenden landbouwers gevolgd;

3^o De proefvelden die jaarlijks worden ingericht en de proefnemingen voor veevoeding ten getale van honderden ;

4^o De berichten voor de landbouwers die aanvankelijk kosteloos en kwistig werden verspreid;

5^o De vulgarisatie-artikelen in de dag- en vakbladen;

6^o De inrichting van het landbouwonderwijs van elken graad.

Dank zij deze maatregelen, dank ook de talrijke landbouwverenigingen die inmiddels waren tot stand gekomen, is de Belgische landbouwer uit het oude spoor van den slenter losgeraakt en werd de teelt en de bebouwing op meer oordeelkundige wijze aangevat.

In andere landen, zooals Frankrijk, alwaar men de gevolgen der landbouwerisis heeft willen bestrijden door kunstmatige middelen, onder meer door de verhooging van de tolrechten, bleef de geest van initiatief der landbouwers dood, tot groot nadeel voor de landbouwvoortbrengst.

* * *

Zoo men een terugblik werpt op de evolutie van het landbouwonderwijs, dan ziet men dat, naarmate de crisis meer achter den rug was, dank aan de onder-richtingen van den Minister van Landbouw en de aanmoedigingen tot inrichting van het landbouwonderwijs, dit laatste zich gewijzigd heeft door geleidelijke aanvulling van het rechtstreeksch onderwijs voor volwassenen, dat noodzakelijk beperkt en doctoraal is, door een meer methodisch en grondig onderwijs tot opleiding van de jeugd der beide geslachten tot de beredeneerde uitoefening van hun toekomstig beroep.

De statistieken toonen ons hoe, bij de twee hogere landbouwinstututen te Gembloers en te Leuven, die alleen in 1880 bestonden, vervolgens zijn bijgekomen het Hooger Instituut te Gent, en de middelbare landbouwscholen waarvan er, in 1890, 15 bestonden. Daarbij zijn dan nog gekomen naschoolsche beroepsleergangen voor landbouwers, welker aantal van 8 in 1900, tot 53 in 1910 en tot ruim 500 in 1922-1923 is gestegen.

Deze geleidelijke evolutie kan licht worden gerechtvaardigd, aangezien zij strookt met den socialen toestand onzer landbouwers, waarvan de groote meerderheid kleine bedrijven exploiteeren en die zich niet de weelde kunnen veroorloven hunne kinderen twee of drie jaar middelbare landbouwscholen te laten volgen. Ook dient men den Minister van Landbouw geluk te wenschen die, in 1922, in overleg met de provinciën, de gemeenten en de landbouwverenigingen, het initiatief heeft genomen een grootschen veldtocht in te zetten tot uitbreiding van het naschoolsch beroepsonderwijs voor landbouwers.

Volgens het plan van het Ministerie kunnen de jongens en meisjes van veertien jaar, een eerste beroepsonderwijs ontvangen in de naschoolsche beroepsafdeelingen.

Het programma dezer afdeelingen omvat begrippen van agronomie, zoötechnie, mechanica en landbouwboekhouding. Het onderwijs wordt gegeven gedurende twee achtereenvolgende winters a rato van honderd uren per jaar, door een onderwijzer, houder van het getuigschrift van bekwaamheid afgeleverd door het Ministerie van Landbouw.

De keure der aldus voorbereide jongelieden kunnen hunne beroepsopleiding volmaken in de *tijdelijke of gewestelijke landbouwscholen*. Aldaar wordt het onderwijs eveneens des winters gegeven, gedurende twee jaar a rato van honderd tot twee honderd vijftig uren per jaar, volgens de plaatselijke mogelijkheden.

Dit onderwijs wordt toevertrouwd aan docenten gekozen onder de landbouw-ingenieurs, geneesheeren-veeartsen, gediplomeerde tuinbouwers, leeraars in de

mechanica, de boekhouding, enz., uit de streek. Er zijn thans 66 instellingen van dien aard met 1,914 leerlingen.

Er dient opgemerkt dat in andere naburige landen, inzonderheid in Holland en in Frankrijk, het naschoolsche landbouwonderwijs, dat toegankelijk is voor de groote massa der jongelieden van den buiten, op soortgelijke grondslagen is ingericht.

Onderstaande tabel laat toe zich rekenschap te geven van de huidige inrichting van ons landbouwonderwijs, van den hoogsten tot den laagsten graad, zonder rekening te houden met het onderwijs, dat rechtstreeks de jongelieden aanbelangt, en waarvan hooger werd gesproken.

BENAMING	Aantal inrichtingen in :		Aantal leerlingen in :	
	1914	1926	1914	1926
<i>Onderwijs voor jongens.</i>				
Instituten voor landbouwkunde van den Staat	1	2	157	264
Landbouwinstituut te Leuven	1	1	221	253
Middelbare Staatsschool te Hoei	1	1	27	40
Middelbare scholen en afdeelingen met toelagen van den Staat.	25	34	1,264	2,147
School voor landbouwwerktuigkunde	3	3	136	121
Gewestelijke of tijdelijke landbouwscholen.	10	66	203	1,914
Naschoolsche vakleergangen	18	483	913	9,781
	59	590	2,921	14,520
<i>Onderwijs voor meisjes.</i>				
Hooger Instituut van den Staat.	—	1	—	75
Hoogere Instituten met toelagen van den Staat	—	3	—	104
Middelbare scholen en afdeelingen met toelagen van den Staat.	16	26	588	1,090
Rondreizende scholen.	14	19	360	633
Naschoolsche huishoudkundige leergangen.	9	59	192	1,037
	39	108	1,140	2,939
<i>Tuinbouwonderwijs.</i>				
Middelbare school van den Staat	2	1	150	78
Middelbare scholen met toelagen.	4	9	99	231
Afdeelingen voor tuinbouw en tijdelijke tuinbouwscholen.	23	45	1,029	1,292
	29	55	1,278	1,601

Aan de hand van deze tabel kunnen wij ons een denkbeeld vormen van het aantal jongens en meisjes van den buiten, die thans een vakkundig landbouwonderwijs genieten.

In het geheel bestaan er 753 inrichtingen voor landbouwonderwijs, gevolgd door 16,121 jonge mannen en door 2,939 jonge meisjes, of 19,060 jongelieden van beider kunne. (1)

Als men het aantal jongelieden die landbouwstudies doen en niet naar het pacht-hof weerkeeren op 1,500 raamt, dan volgt daaruit dat ongeveer 17,500 jonge landbouwers en landbouwsters een min of meer volledig landbouwonderwijs ontvangen.

Aangezien het aantal jongelieden van beider kunne, vijftien en zestien jaar oud, geraamd wordt op 72,000 voor de buitengemeenten, mogen wij aannemen dat 24 t. h. van de dorpsjeugd in zijn beroep onderwezen wordt.

Gelet op de geslachten, stelt men vast dat 9 t. h. der jonge meisjes een beroeps- onderwijs ontvangen, terwijl dit getal voor de jongens stijgt tot 40 t. h.

Deze cijfers zijn stellig verheugend en toonen aan, eenerzijds, dat de inspanningen sedert 1922 gedaan om het landbouwonderwijs te veralgemeenen beginnen te slagen en, anderzijds, dat de landbouwers meer en meer het nut van dit onderwijs naar waarde schatten.

Het past te onderstrepen dat deze uitslagen verkregen werden bij middel van zeer gematigde financiële opofferingen van de Regeering, dank zij de aanzienlijke tusschenkomst van de landbouwverenigingen of van het privaat initiatief voor de inrichting van die studiën.

Volgens de wet van 19 November 1919 op het landbouwonderwijs, kan het Departement ofwel zelf scholen stichten, ofwel het stichten van vrije scholen aanmoedigen.

Liever dan scholen te stichten, die het oprichten en het onderhoud van dure gebouwen vergen, alsook de benoeming van talrijke ambtenaren, heeft het Departement verkozen de provinciën, de gemeenten en het privaat initiatief aan te moedigen. Het is slechts van dien regel afgeweken voor drie hogere gestichten (Gembloers, Gent, Laken) en voor twee middelbare scholen (Hoei, Vilvoorde).

Het is wellicht toegelaten zich af te vragen of het Departement van Landbouw tot heden niet te nauwkeurig de oproepen heeft gevolgd tot bezuiniging, uitgaande van de regeeringen die elkander sedert den wapenstilstand hebben opgevolgd.

Het blijkt inderdaad dat de toelagen aan de landbouwscholen volkomen ontoereikend zijn geworden om haar toe te laten haar onderwijzend personeel behoorlijk te betalen en in de noodwendigheden van het onderwijs te voorzien. Deze toelagen zijn trouwens aanzienlijk lager, alle voorwaarden in acht genomen, dan deze aan de nijverheidsscholen door het Ministerie van Nijverheid verleend. Waar dit over een crediet van 51,485,500 frank beschikt, ontvangt het Departement van Landbouw slechts 11,828,045 frank voor heel het landbouw- en veeartsenijonderwijs, met inbegrip van de verscheiden vulgarisatiediensten.

Deze minderwaardigheid van het landbouwonderwijs ten opzichte van de toelagen werd reeds herhaaldelijk aangeklaagd in de landbouwwereld, in de pers en in het Parlement.

Wij stippen met voldoening aan dat Minister Baels, om dien toestand te verhelpen, het initiatief genomen heeft op de Begroting van 1928, bij artikel 41, een credietverhoging van 1,100,000 frank in te schrijven.

(1) Ter vergelijking, zie hier het aantal inrichtingen van nijverheids-, beroeps- en handelsonderwijs, bestaande op 31 December 1926 :

Aantal inrichtingen	970
Totale bevo King	123,628, waarvan 82,462 jongens en 41,166 meisjes.

Uit inlichtingen blijkt dat, met deze verhooging, men de toelagen voor de landbouwscholen — die sedert 1924 niet meer werden verhoogd — kan opvoeren tot het bedrag voorzien voor de nijverheids- en vakscholen, waarvan het barema werd verhoogd bij Koninklijk besluit van 31 Januari 1927. Doch, sedertdien hebben wij vernomen dat deze baremas andermaal werden herzien en dat zij werden aangepast in dezelfde verhouding als de wedden der Staatsagenten. De credieten, die aanvankelijk op de Begrooting van Nijverheid voor 51,485,500 frank werden uitgetrokken, zullen te dien einde behoorlijk worden opgevoerd om in de aanpassing te kunnen voorzien.

Er bestaat geen reden om de landbouwscholen minder goed te behandelen. Staat de jaarlijksche waarde van de landbouwproductie niet gelijk met die van de nijverheid? Is het vakonderwijs niet de bijzonderste hefboom van den voortgang op alle gebied?

Naar onze meening ware het billijk en rechtvaardig den Minister aan te zetten een amendement in te dienen tot verhooging van het crediet, bij artikel 41 der Begrooting, met het bedrag dat noodig is om het leerkorps van den landbouw op denzelfden voet te behandelen als dat van de nijverheid.

Wij houden ons overtuigd dat de Senaat voor die credietverhoging zou te vinden zijn; zij zal voorgoed een einde stellen aan een toestand die lang genoeg heeft geduurd en de landbouwscholen in de mogelijkheid stellen hare taak te vervullen tot heil voor het land.

* * *

Herhaaldelijk hebben wij gewezen op het belang van de navorschingen tot verbetering der planten. Ter beschikking van de landbouwers verbeterde planten stellen, kan enkel den besten invloed uitoefenen op de productie der gewassen.

Deze heeft reeds groote vorderingen gemaakt.

Sedert vijf en twintig jaar is onze productie met 15 tot 20 t. h. toegenomen. De heer Journée, bestuurder van het station voor plantenverbetering te Gembloux, is van meening dat, door een algemeen gebruik van goede zaadsoorten, van verbeterde variëteiten, goed aangepast aan grond en klimaat, men, zonder groote inspanning, kan komen tot een productie van 2 1/2 tot 3 centenaars meer per hectare.

Met deze overproductie en volgens de in 1926 bebouwde oppervlakte, zouden wij de volgende productieverhoging bekomen :

Gewassen.	Hectaren.	Centenaars meer.
—	—	—
Tarwe	147,700	367,500
Spelt	16,600	41,500
Wintergerst	28,400	71,000
Zomergerst	3,500	8,750
Rogge	231,200	578,000
Haver	264,550	661,375
Totaal :		1,728,125 centenaars

wat, tegen den huidige koers, een waardevermeerdering vertegenwoordigt van 280 millioen.

Onze collega, de heer Beauduin, in zijne redevoering van verleden jaar bij de bespreking der Begrooting van Landbouw, deed in dezelfde gedachtenreeks opmerken dat het uitlezingswerk en de strijd tegen de ontaardingsziekten der aard-appelen eene merkelyk hoogere voortbrengst, die op verscheidene honderd millioen kan geschat worden, konden teweegbrengen.

Ziehier enkele cijfers door het station voor plantenverbetering te Gembloers medegedeeld, en waaruit blijkt dat voormelde uitslagen gemakkelijk kunnen worden bereikt.

Deze dienst heeft, na vooraf vergelijkende proefnemingen te hebben gedaan, drie variëteiten tarwe en eene variëteit wintergerst, door haar uitgelezen, ter beschikking van den landbouw gesteld. Deze variëteiten tarwe hebben dit jaar bij zeven landbouwers, op 46 hectaren, de volgende opbrengst gegeven, die nauw werd nagezien :

4.35 hectaar tarwe, variëteit « Wilhelmina », hebben per hectaar eene gemiddelde opbrengst geleverd van 4,810 kilogram;

2 hectaar tarwe, variëteit « Champion », hebben per hectaar eene gemiddelde opbrengst geleverd van 5,250 kilogram;

40 hectaar tarwe, variëteit « Hybride du Trésor », hebben opgebracht tot 5,270 kilogram per hectaar, met eene algemeene gemiddelde opbrengst van 4,580 kilogram per hectaar.

Ten slotte werd eene variëteit wintergerst, insgelijks door het station geleverd, bij vijf landbouwers beproefd op 42 hectaar. Zij heeft eene gemiddelde opbrengst gegeven van 4,390 kilogram. Deze cijfers zijn veelbeteekenend. Zij toonen duidelijk aan dat de verbeterde inlandsche zaden volstrekt niet moeten onderdoen voor de beste vreemde zaden en dat de behoorlijk aangewende credieten, die aan de verbetering der gewassenopbrengst worden besteed, zijn belegd tegen een hoogen interest.

Men zou niet te veel nadruk kunnen leggen op de noodzakelijkheid den arbeid onzer inrichtingen voor navorsching en de proefnemingen van bebouwing uit te breiden. De bezuinigingen ten nadeele van de navorschingen en van het landbouw-onderwijs zijn averechtsche bezuinigingen. Alwie de economische rol van den Belgischen landbouw naar waarde schat, betreurt dat de begrotingen onzer landbouwinrichtingen zoo karig worden toebedeeld.

De inrichtingen voor navorschingen betreffende den landbouw verkeerden in een betreurenswaardigen toestand: het personeel is ontoereikend en de geldmiddelen, waarover zij beschikken, zijn zeer beperkt.

De begrotingen der onderscheidene stations zijn op verre na niet aangepast aan de stijging der prijzen van de machines en van het materieel dat zij noodig hebben, en alle aankoop van nieuwe instrumenten is om zoo te zeggen onmogelijk.

Derhalve kunnen zij, in stede van zich te kunnen wijden aan louter wetenschappelijke navorschingen, zelfs de uitslagen der in het buitenland ondernomen studies niet nagaan en nadien vulgariseeren.

Deze toestand is hoogst nadeelig voor den landbouw en voor de algemeene economie van het land. Hij dient dringend verholpen.

Wij mogen gelooven en hopen dat deze onderscheiden wenschen door de Regeering welwillend en gunstig zullen worden onthaald, daar de heer Baels, Minister van Landbouw, uit naam der Regeering, op de Begrooting van Landbouw een amendement heeft ingediend, waarbij een nieuw crediet van 125,000 frank wordt aangevraagd, om de uitgaven te dekken van een juridischen, technischen en weten-

schappelijken raad, alsmede om de medewerking te verzekeren van de diensten van Zeewezen en van personen die aan het bestuur vreemd zijn.

*
* *

Zoo wij in den loop dezer uiteenzetting niet hebben geoordeeld te moeten uitweiden over den toestand van het onderwijzend personeel van 's Rijks praktische hoofdschool voor hoefsmederij, dan was het met het doel ons de gelegenheid voor te behouden gansch bijzonder de aandacht van den Minister van Landbouw te vestigen op deze inrichting, die wij als zeer belangrijk beschouwen.

Deze school beantwoordde aan eene dringende behoefte en werd in 1903 gesticht.

Daar op gebied van hoefsmederij, evenals trouwens op elk ander gebied, de wetenschap moet ten grondslag liggen aan de beredeneerde praktijk, ware het overbodig erop te wijzen welke ontzaglijke vooruitgang door de hoefsmederij werd verwezenlijkt sedert de oprichting der school.

Onze paardenteelt was de eerste om hieruit voordeel te trekken en ons Belgisch trekpaard heeft stellig, in eene misschien ongekende maat, aan dit onderwijs de wereldfaam te danken welke het thans geniet. Er blijft nog veel te doen : sommige streken van het land, de Ardennen bij voorbeeld, laten nog veel te wenschen over onder opzicht van beslaan der paarden.

Derhalve dringen wij bij den Minister levendig aan ten gunste van dit onderwijs, dat de proef heeft doorstaan, en wij vragen dat er dringende maatregelen worden getroffen opdat de inrichting dezer school op hetzelfde peil worde gebracht als de soortgelijke inrichtingen voor landbouwonderwijs. Wij stellen vertrouwen in de openbare besturen die het zullen ter harte nemen aanmoediging te verleenen aan het personeel der school, dat ertoe gekomen is bij ons het onderwijs der hoefsmederij misschien op den eersten rang van de gansche wereld te brengen.

Wij verzoeken den Minister van Landbouw een amendement in te dienen op artikel 20, waarbij eene verhooging van crediet wordt gevraagd om hem toe te laten aan het onderwijzend personeel eene behoorlijke bezoldiging toe te kennen, die ten volle gewettigd is door het nuttig werk dat door deze nederige helpers wordt geleverd.

*
* *

Vooraleer de opmerkingen over het landbouwonderwijs te staken, oordeelt de Commissie van Landbouw dat zij ten plicht heeft verzet aan te teekenen tegen de besluiten der Commissie belast met de studie der werking van de Staatsdiensten. In haar verslag verklaart deze commissie dat van stonden aan zou dienen in aanmerking genomen de afschaffing van het hooger Staatsnormaalinstituut voor landbouwhuishoudkunde te Laken.

Tegenover dergelijk besluit zou men zich terecht mogen afvragen of de leden dezer Commissie de noodige bevoegdheid bezitten om zich rekenschap te geven van het onbetwistbaar nut van het huishoudkundig landbouwonderwijs. De afschaffing dezer school zou aanleiding geven tot het verdwijnen der eenige Staatsschool, waar het hooger huishoudkundig landbouwonderwijs wordt gegeven. Wij hopen dat de Regeering op de wenken dezer Commissie niet zal ingaan en zal trachten het onderwijs der school te Laken te handhaven en desnoods te verbeteren.

*
* *

Herhaaldelijk werd de aandacht van den Minister insgelijks gevestigd op de noodzakelijkheid der herinrichting van den dienst van het veeartsenijkundig toezicht.

Opnieuw vragen wij hem of hij onze meening niet deelt en niet inziet dat het mogelijk ware de veeartsenijkundige toezichters te benuttigen op eene wijze die meer voordeel biedt voor het land en beter is aangepast aan de kennissen en den aanleg dezer oprecht belangwekkende ambtenaren. Ingaande op den sedert lang uitgedrukten wensch, zouden zij uitsluitend aan het Ministerie van Landbouw moeten gehecht worden. Alsdan zou eene nieuwe inrichting hun toelaten, voor het hoogste welzijn van het land, kostbare helpers te zijn in den wetenschappelijken strijd door het centraal laboratorium gevoerd tegen de besmettelijke ziekten, ingewijde leidsmannen voor de fokkers, agenten voor vulgarisatie der moderne methoden van teelt en medewerkers van het landbouwonderwijs.

Wij hopen dat de Minister het zal op prijs stellen de landbouwwereld te doen genieten van de kennissen en de toewijding van dit uitgelezen korps, met aan hetzelfde een taak aan te wijzen die nuttiger is en beter strookt met de waardigheid en de wetenschappelijke kennissen der veeartsenijkundige toezichters.

* *

Vermits wij spreken over herinrichtingen, drukt de Commissie van Landbouw den wensch uit dat de herinrichting van den dienst der landbouwlaboratoria van den Staat eerlang worde aangevuld. Zij wenscht dat er eerlang een centraal laboratorium worde opgericht, dat een volledige moderne uitrusting kan bevatten en in staat is aan de eischen der jongste ontdekkingen het hoofd te bieden. Zij is de meening toegedaan dat de andere laboratoria tweederangslaboratoria zouden worden, en hunne handhaving zou slechts geduld worden in zoover de private laboratoria niet talrijk genoeg mochten zijn of niet over de noodige uitrusting beschikken om de uitvoering der loopende ontledingen te verzekeren.

* * *

Ten slotte een woord over den middenstand :

Bij het Departement van Landbouw, dat vooreerst de land- en tuinbouwvoortbrengst omvatte, werd krachtens het Koninklijk besluit van 19 Augustus 1926 gevoegd de dienst der ambachten en neringen, en krachtens een nieuw Koninklijk besluit van 7 October 1927 de zeevisscherij.

Deze maatregel beantwoordt aan eene vrij rationeele gedachte, zeer vruchtbaar voor het bestuur, namelijk de groepeerings der voortbrengstvermogens van het land.

Om aan den Dienst van den middenstand toe te laten de hem opgedragen taak waar te nemen die hij totnogtoe slechts onvolledig heeft kunnen vervullen, zou hij vooreerst dienen te beschikken over documentatie, die nuttig is onder verscheidene opzichten.

Hoe belangwekkend zou het zijn de nauwkeurige optelling te kennen van het aantal neringdoeners en ambachtsheden, alsmede het procent der bedrijvige bevolking, die hieruit zou nut trekken.

Zou de fiscale documentatie, thans zeer nauwkeurig en omstandig, niet kunnen worden te nutte gemaakt om dit documentatiewerk tot stand te brengen?

De verwezenlijking dezer gedachte zou noch commissie van onderzoek noch lastige optelling vergen. Wij vestigen de aandacht van den Minister op deze nieuwigheid en wij zijn er van overtuigd dat dit vergelijkingswerk tot uitslag zal hebben

te bewijzen dat de huidige bedragen op de begrooting uitgetrokken zouden dienen gewijzigd.

*
* *

Onlangs, ter gelegenheid der regeeringsverklaring, heeft de Regeering haar wil te kennen gegeven den landbouw en de overige takken van 's lands bedrijvigheid op gelijken voet te stellen. Op deze verbintenis grondt de Commissie van Landbouw de hoop dat de Minister van Landbouw zal trachten in den schoot van den Ministeraad de gegrondheid onzer opmerkingen te doen inzien en dat hij er zich zal op toeleggen de hier uitgedrukte wenschen te verwezenlijken.

Het verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
G. LIMAGE.

De Voorzitter,
Bon RUZETTE.

BIJLAGE

Vragen gesteld door de Commissie van Landbouw en antwoorden der Regeering.

EERSTE VRAAG.

De Minister gelieve ons de thans geldende maatregelen te doen kennen betreffende den invoer van vreemd vee in België. Kan hij ons zeggen welke bepalingen in voege zijn in Holland, Duitschland, Frankrijk en Engeland om den invoer van levend of geslacht vee in deze landen te regelen?

ANTWOORD. — *Invoer van vee.* — *Van kracht zijnde gezondheidsmaatregelen.* — De herkauwers afkomstig uit Nederland, Frankrijk, Denemarken, Engeland, Ierland, Vereenigde-Staten van Noord-Amerika, Canada, Zweden, Finland en IJsland, mogen ingevoerd worden, mits een quarantaine van tien dagen, in inrichtingen aan de grens onder toezicht van speciaal aangestelde veeartsen.

Het overzeesch vee moet uitsluitend langs de haven van Antwerpen worden ingevoerd. De quarantaine van tien dagen gaat in vanaf den dag der inscheping in de vertrekhaven. Daar het vee moet worden met tuberculine ingeënt, omdat het niet voor de slachterij is bestemd, zoo komt het enkel uit Engeland en Denemarken. De zeereis, tijdens dewelke het vee afgezonderd is, dus tegen besmetting beschut, duurt slechts vier dagen. Er blijven dus ongeveer zes dagen om in de stallen der Antwerpsche haven tot inenting met tuberculine over te gaan.

Het vee uit Amerika wordt regelrecht naar het slachthuis gezonden en binnen drie dagen na aankomst afgemaakt. Nutteloos is het dus het met tuberculine in te enten.

De dieren die blijken aan tuberculose te lijden, worden naar het land van herkomst teruggezonden of ter plaatse zonder vergoeding afgemaakt.

De dieren die moeten geslacht worden in de slachthuizen der quarantainestallen worden niet in observatie gesteld noch met tuberculine ingeënt. De herkauwers uit Frankrijk moeten voorzien zijn van twee getuigschriften: het eene afgeleverd door een Fransch veearts en waaruit blijkt dat zij niet afkomstig zijn uit een met muilplaag besmette hoeve en dat zij niet op een openbare markt werden te koop gesteld in den loop der laatste drie weken, het andere opgemaakt door een gewestelijk veearts, die bevestigt dat zij herkomstig zijn uit een departement waar geen muilplaag heerscht.

De invoer in België van varkens is verboden, welke ook de herkomst weze.

Levend Belgische vee mag niet in Engeland worden ingevoerd.

Sedert de laatste gevallen van muilplaag mag geen Belgisch vee in Frankrijk worden ingevoerd. De Fransche Regeering laat echter het grazen van Belgisch vee toe en, mits een bijzondere toelating, neemt zij vee aan van pachters die naar Frankrijk komen wonen.

Vóór het verbod uitgaande van de Fransche Regeering, was de invoer in Frankrijk van Belgische runderen vrij, mits een geneeskundig onderzoek en het overleggen van een getuigschrift van de overheid der gemeente van herkomst, naar luid waarvan er geen besmettelijke ziekten in bedoelde plaats heerschen.

De eenjarige en oudere runderen moesten met tuberculine worden ingeënt en te dien einde gedurende twee dagen aan de grens in observatie gesteld. De dieren lijdende aan tuberculose werden teruggezonden.

Invoer van runderen en varkens is verboden in Duitschland en in Nederland.

Belgisch vee mag grazen op Duitsch- en Nederlandsch gebied.

Invoer van vleesch van Belgischen oorsprong is toegelaten in Nederland, Duitschland en Frankrijk. Hij is verboden in Engeland.

TWEEDE VRAAG.

Hoe is de dienst voor het weghalen en vernietigen der kringen thans ingericht? Welke zijn de weghalingscentra? Welk is hun werkkring?

ANTWOORD. — *Vilbeluiken aangenomen door het Ministerie van Landbouw.*

ZETEL DER BELUIKEN	EXPLOITANTEN DER BELUIKEN	GERIED VAN ELK BELUIK IEDERE VILDER BEZIT HET MONOPOLIE IN ZIJN GERIED
Vilvoorde . . .	Gauverit, vader en zoon.	Provincie Brabant.
Thourout. . . .	Lahaye & Cie.	West-Vlaanderen.
Schooten	Id.	Provincie Antwerpen en de bestuursarrondisseminten Gent, Dendermonde en Sint-Nicolaes.
Deurne-bij-Diest.	Id.	De provinciën Limburg, Namen, Luxemburg en het Oosten der provincie Luik. De weghalingen konden tot nog toe niet worden ingericht in de provinciën Luxemburg en Namen, daar de bestendige deputaties dezer provinciën zich tot nog toe hebben verzet tegen de exploitatie der vilbeluiken te Remoiville en te Ciney. De vooruitgang verwezenlijkt door de vilmethoden heeft de nadeelen der beluiken onder opzicht van volksgezondheid fel doen slinken. Derhalve mag men aannemen dat deze twee colleges eerlang op hunne beslissing zullen terugkomen
Rebaix.	Brassart-Janssens.	De provincie Henegouw, behalve het arrondissement Thuin, en de kantons Pâturages en Dour.
Fayt-lez-Manage.	Id.	
Thuillies	Haubourdin.	Het arrondissement Thuin.
Quévy-le-Petit .	Lauvaux.	De kantons Pâturages en Dour.
Onkerzele-bij-Geeraardsbergen.	Pirreux.	De arrondissementen Aalst en Audenaerde.
Sint-Truiden . .	Smets.	Een honderdtal gemeenten uit het Westen der provincie Luik.

Wijziging in vooruitzicht. — Ten einde zich meer in het midden van zijn gebied te bevinden, heeft de exploitant van het beluik van Deurne-bij-Diest voor, de fabriek over te brengen naar Jupille (provincie Luik). Te dezer gelegenheid zal men onderzoeken of het mogelijk is den kring van het beluik van Sint-Truiden uit te breiden langs de zijde van Limburg.

DERDE VRAAG.

Hoeveel buitengemeenten per provincie zijn ten volle van electriciteit voorzien, dit wil zeggen, hoeveel gemeenten zijn er waar elk bedrijf van electrische drijfkracht kan worden voorzien ? Welke maatregelen denkt het Departement te treffen om dezen vooruitgang te verwezenlijken ?

ANTWOORD. — *Landelijke gemeenten, van electriciteit voorzien.* — Betreft niet het Departement van Landbouw.

VIERDE VRAAG.

Hoe wordt besteed het crediet van 27,000 frank voorzien voor de handelsuitbreiding in het buitenland ?

ANTWOORD. — *Handelsuitbreiding in het buitenland.* — Het crediet van 27,000 fr. voorzien bij artikel 58, littera a, der begroting voor 1928 wordt gedeeltelijk besteed aan de proef- en demonstratievelden voor tuinbouw en gedeeltelijk aan de uitbreiding der handelsbetrekkingen.

Wat de handelsbetrekkingen betreft, kunnen de credieten worden besteed aan aanmoedigingen ten voordeele van organismen die deelnemen aan tentoonstellingen, enz., in het buitenland, of die een ander initiatief nemen dat van aard is de afzetgebieden in het buitenland uit te breiden. De maat, waarin deze credieten worden besteed, is dus zeer veranderlijk.

VIJFDE VRAAG.

Kan de Minister ons ongeveer het bedrag doen kennen van de ontvangsten van den dienst voor plantenziektenleer ?

ANTWOORD. — *Ontvangsten van den dienst voor plantenziektenleer.* — Zij bereiken 50 tot 60 duizend frank per jaar.